

Aus diesen Gründen:
Der Gerichtshof
weist die Klagen auf einstweilige Aufhebung zurück.
Erlassen in französischer und niederländischer Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989
über den Verfassungsgerichtshof, am 20. Januar 2022.
Der Kanzler,
(gez.) P.-Y. Dutilleux

Der Präsident,
(gez.) P. Nihoul

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2022/42048]

25 MAI 2022. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté royal du 12 octobre 2010 relatif à l'approbation, à la vérification et à l'installation des instruments de mesure utilisés pour surveiller l'application de la loi relative à la police de la circulation routière et des arrêtés pris en exécution de celle-ci

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, l'article 62, alinéa 4, remplacé par la loi du 4 août 1996 et modifié par la loi du 9 mars 2014 ;

Vu le Code de droit économique, les articles VIII.43, §§ 3 et 4, VIII.46, § 2, VIII.51, VIII.52, VIII. 53, VIII.54, alinéa 1^{er}, VIII.55, VIII.56, alinéas 1^{er} et 2 ;

Vu l'arrêté royal du 12 octobre 2010 relatif à l'approbation, à la vérification et à l'installation des instruments de mesure utilisés pour surveiller l'application de la loi relative à la police de la circulation routière et des arrêtés pris en exécution de celle-ci ;

Vu le rapport du 5 janvier 2022 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations Unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu la communication à la Commission européenne, le 4 février 2022, en application de l'article 5, § 1^{er}, de la directive (UE) 2015/1535 du Parlement européen et du Conseil du 9 septembre 2015 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information ;

Vu l'avis 70.975/4 du Conseil d'État, donné le 2 mars 2022, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition de la Ministre de la Sécurité routière ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 1/1 de l'arrêté royal du 12 octobre 2010 relatif à l'approbation, à la vérification et à l'installation des instruments de mesure utilisés pour surveiller l'application de la loi relative à la police de la circulation routière et des arrêtés pris en exécution de celle-ci, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 juin 2018, le 2^o est remplacé par ce qui suit :

« 2^o la Métrologie légale wallonne : la Direction ou la Cellule du Service public de Wallonie Mobilité et Infrastructures chargée de la métrologie légale et de l'exécution des prestations métrologiques. ».

Art. 2. A l'article 6, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au point a), les mots « ou au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord » sont insérés entre les mots « ou en Suisse » et le mot « , ou » ;

2^o au point b), les mots « ou au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord » sont insérés entre les mots « ou en Suisse » et les mots « , pour autant ».

Art. 3. L'article 10 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 juin 2018, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 10. § 1^{er}. Les instruments sont soumis aux vérifications primitive et périodique et au contrôle technique dont les essais sont exécutés, conformément au dossier d'approbation de modèle, par un organisme agréé à cet effet ou par la Métrologie légale wallonne.

§ 2. Pour être agréés, les organismes d'inspection :

1^o sont accrédités sur base des normes européennes EN 17025 et EN ISO/IEC 17020 comme organismes d'inspection de type A, par un organisme d'accréditation conformément aux exigences EN 17020, type A, dans le cadre du système belge d'accréditation ou selon une accréditation équivalente dans un autre État membre de l'Union européenne ou dans un État AELE partie contractante à l'Espace économique européen ou en Turquie ou en Suisse ou au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ;

2^o respectent les exigences fixées sous le titre IIbis de l'arrêté royal du 20 décembre 1972 portant mise en vigueur partielle de la loi du 16 juin 1970 sur les unités, étalons et instruments de mesure et fixant les modalités d'application du chapitre II de cette loi, relatif aux instruments de mesure.

§ 3. L'organisme d'inspection ou la Métrologie légale wallonne peuvent utiliser et interpréter des rapports d'essais réalisés par :

1° un organisme accrédité conformément aux exigences de la norme européenne EN 17025 dans le cadre du système belge d'accréditation ou selon une accréditation équivalente pour réaliser ces essais dans un autre État membre de l'Union européenne ou dans un État AELE partie contractante à l'Espace économique européen ou en Turquie ou en Suisse, ou au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, ou ;

2° l'autorité nationale pour la métrologie légale dans un autre État membre de l'Union européenne ou dans un État AELE partie contractante à l'Espace économique européen ou en Turquie ou en Suisse ou au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, pour autant que les procédures d'essais soient équivalentes à celles de l'organisme prévu au 1°.

§ 4. L'organisme d'inspection se voit délivrer un certificat d'agrément, selon les exigences du présent article, par la Métrologie légale wallonne pour la réalisation de la vérification primitive périodique et au contrôle technique.

Pour les instruments, les organismes d'inspection agréés ou la Métrologie légale wallonne apposent, à l'issue de la séance de vérification, les marques d'acceptation, les marques de refus et les marques de scellement fixées par les articles 34bis9, 34bis16, 34bis17 et 34bis18 de l'arrêté royal du 20 décembre 1972 portant mise en vigueur partielle de la loi du 16 juin 1970 sur les unités, étalons et instruments de mesure et fixant les modalités d'application du chapitre II de cette loi, relatif aux instruments de mesure.

Le certificat d'agrément prévoit le délai de transfert des résultats de la vérification périodique vers la Métrologie légale wallonne et les marques de scellement à utiliser par l'organisme d'inspection agréé.

Lorsque l'organisme d'inspection agréé ne respecte pas les dispositions prises en exécution du présent article, le Ministre wallon peut suspendre ou retirer l'agrément, en tout ou en partie, après que l'organisme d'inspection agréé ait été en mesure de présenter ses observations. ».

Art. 4. Le Ministre qui a la sécurité routière dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 25 mai 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2022/42048]

25. MAI 2022 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 12. Oktober 2010 über die Zulassung, die Eichung und die Einrichtung der Messgeräte, die zur Kontrolle der Umsetzung des Gesetzes über die Straßenverkehrspolizei und der in Ausführung dieses Gesetzes verabschiedeten Erlasse eingesetzt werden

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des am 16. März 1968 koordinierten Gesetzes über die Straßenverkehrspolizei, Artikel 62 Absatz 4, ersetzt durch das Gesetz vom 4. August 1996 und abgeändert durch das Gesetz vom 9. März 2014;

Aufgrund des Wirtschaftsgesetzbuches, Artikel VIII.43 Paragraphen 3 und 4 VIII.46 Paragraph 2 VIII.51, VIII.52, VIII.53, VIII.54 Absatz 1 VIII.55, VIII.56 Absätze 1 und 2;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 12. Oktober 2010 über die Zulassung, die Eichung und die Einrichtung der Messgeräte, die zur Kontrolle der Umsetzung des Gesetzes über die Straßenverkehrspolizei und der in Ausführung dieses Gesetzes verabschiedeten Erlasse eingesetzt werden;

Aufgrund des Berichts vom 5. Januar 2022, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund der am 4. Februar 2022 erfolgten Mitteilung an die Europäische Kommission gemäß Artikel 5 Paragraph 1 der Richtlinie (EU) 2015/1535 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 9. September 2015 über ein Informationsverfahren auf dem Gebiet der technischen Vorschriften und der Vorschriften für die Dienste der Informationsgesellschaft;

Aufgrund des am 2. März 2022 in Anwendung des Artikels 84 Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 70.975/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag der Ministerin für die Verkehrssicherheit;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 1/1 des Königlichen Erlasses vom 12. Oktober 2010 über die Zulassung, die Eichung und die Einrichtung der Messgeräte, die zur Kontrolle der Umsetzung des Gesetzes über die Straßenverkehrspolizei und der in Ausführung dieses Gesetzes verabschiedeten Erlasse eingesetzt werden, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Juni 2018, wird Ziffer 2 durch Folgendes ersetzt:

"2° Wallonisches gesetzliches Messwesen: die Direktion oder das Büro des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Mobilität und Infrastrukturen, die bzw. das mit dem gesetzlichen Messwesen und mit der Durchführung von messtechnischen Leistungen beauftragt ist."

Art. 2 - In Artikel 6 Absatz 1 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Buchstabe a wird der Wortlaut "oder im Vereinigten Königreich Großbritannien und Nordirland" zwischen den Wortlaut "oder in der Schweiz" und den Wortlaut ", oder" eingefügt;

2° in Buchstabe b wird der Wortlaut "oder im Vereinigten Königreich Großbritannien und Nordirland" zwischen den Wortlaut "oder in der Schweiz" und den Wortlaut ", insofern" eingefügt.

Art. 3 - Artikel 10 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Juni 2018 wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 10 - § 1. Die Geräte werden der Ersteichung, der Nacheichung und der technischen Kontrolle unterworfen, und die entsprechenden Versuche werden in Übereinstimmung mit der Akte zur Bauartzulassung von einer zu diesem Zweck zugelassenen Stelle oder von dem Wallonischen gesetzlichen Messwesen durchgeführt.

§ 2. Zwecks ihrer Zulassung müssen die Inspektionsstellen:

1° aufgrund der europäischen Normen EN 17025 und EN ISO/IEC 17020 von einer Akkreditierungsstelle nach den Anforderungen EN 17020 Typ A als Inspektionsstelle des Typs A akkreditiert sein, und zwar im Rahmen des belgischen Akkreditierungssystems oder nach einer gleichwertigen Akkreditierung in einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union oder in einem EFTA-Staat, der Vertragspartei des Europäischen Wirtschaftsraums ist, oder in der Türkei oder in der Schweiz oder im Vereinigten Königreich Großbritannien und Nordirland;

2° die Anforderungen nach Titel IIbis des Königlichen Erlasses vom 20. Dezember 1972 zur teilweisen Inkraftsetzung des Gesetzes vom 16. Juni 1970 über die Maßeinheiten, Eichmaße und Messgeräte und zur Festlegung der Modalitäten für die Anwendung von Kapitel II dieses Gesetzes über die Messgeräte einhalten.

§ 3. Die Inspektionsstelle oder das Wallonische gesetzliche Messwesen können Berichte über Versuche verwenden und auslegen, die durchgeführt wurden von:

1° einer Stelle, die nach den Anforderungen der Europäischen Norm EN 17025 im Rahmen des belgischen Akkreditierungssystems oder nach einer gleichwertigen Akkreditierung zur Durchführung dieser Versuche in einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union oder einem EFTA-Staat, der Vertragspartei des Europäischen Wirtschaftsraums ist, oder in der Türkei oder der Schweiz oder im Vereinigten Königreich Großbritannien und Nordirland akkreditiert ist, oder;

2° einer nationalen Behörde für das gesetzliche Messwesen in einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union oder in einem EFTA-Staat, der Vertragspartei des Europäischen Wirtschaftsraums ist, oder in der Türkei oder in der Schweiz oder im Vereinigten Königreich Großbritannien und Nordirland, sofern die Versuchsverfahren denjenigen der in Ziffer 1 erwähnten Stelle entsprechen.

§ 4. Das Wallonische gesetzliche Messwesen gewährt der Inspektionsstelle nach den Anforderungen des vorliegenden Artikels eine Zulassungsbescheinigung, welche die Durchführung der Erst- und Nacheichung und der technischen Kontrolle betrifft.

Für die Geräte bringen die zugelassenen Inspektionsstellen oder das Wallonische gesetzliche Messwesen nach Durchführung der Eichung die Zulassungs-, Ablehnungs- und Sicherungsstempel an, die in den Artikeln 34bis9, 34bis16, 34bis17 und 34bis18 des Königlichen Erlasses vom 20. Dezember 1972 zur teilweisen Inkraftsetzung des Gesetzes vom 16. Juni 1970 über die Maßeinheiten, Eichmaße und Messgeräte und zur Festlegung der Modalitäten für die Anwendung von Kapitel II dieses Gesetzes über die Messgeräte festgelegt sind.

In der Zulassungsbescheinigung werden die Frist für die Mitteilung der Ergebnisse der Nacheichung an das Wallonische gesetzliche Messwesen und die Sicherungsstempel, die die zugelassene Inspektionsstelle zu benutzen hat, angegeben.

Wenn die zugelassene Inspektionsstelle die in Ausführung des vorliegenden Artikels getroffenen Bestimmungen nicht einhält, kann der Wallonische Minister die Zulassung teilweise oder ganz aussetzen oder entziehen, nachdem die zugelassene Inspektionsstelle ihre Bemerkungen hat gelten lassen können."

Art. 4 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Verkehrssicherheit gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 25. Mai 2022

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
E. DI RUPO

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung,
beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit
V. DE BUE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C - 2022/42048]

25 MEI 2022. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het koninklijk besluit van 12 oktober 2010 betreffende de goedkeuring, de ijking en de installatie van de meettoestellen gebruikt om toezicht te houden op de naleving van de wet betreffende de politie over het wegverkeer en haar uitvoeringsbesluiten

De Waalse Regering,

Gelet op de wet over de politie op het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968, artikel 62, vierde lid, vervangen bij de wet van 4 augustus 1996 en gewijzigd bij de wetten van 4 augustus 1996 en 9 maart 2014;

Gelet op het Wetboek van economisch recht, artikelen VIII.43, §§ 3 en 4, VIII.46, § 2, VIII.51, VIII.52, VIII. 53, VIII.54, eerste lid, VIII.55, VIII.56, eerste en tweede lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 oktober 2010 betreffende de goedkeuring, de ijking en de installatie van de meettoestellen gebruikt om toezicht te houden op de naleving van de wet betreffende de politie over het wegverkeer en de uitvoeringsbesluiten ervan;

Gelet op het verslag van 5 januari 2022, opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op de mededeling aan de Europese Commissie op 4 februari 2022 overeenkomstig artikel 5, § 1, van Richtlijn (EU) 2015/1535/EU van het Europees Parlement en de Raad betreffende een informatieprocedure op het gebied van technische voorschriften en regels betreffende de diensten van de informatiemaatschappij;

Gelet op advies nr. 70.975/4 van de Raad van State, gegeven op 2 maart 2022, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Verkeersveiligheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1/1 van het koninklijk besluit van 12 oktober 2010 betreffende de goedkeuring, de ijking en de installatie van de meettoestellen gebruikt om toezicht te houden op de naleving van de wet betreffende de politie over het wegverkeer en haar uitvoeringsbesluiten, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 21 juni 2018, wordt punt 2° vervangen als volgt:

“2° de Waalse wettelijke Metrologie: de Directie of de cel van de Waalse Overheidsdienst Mobiliteit en Infrastructuur belast met de wettelijke metrologie en de uitvoering van de metrologische prestaties. ”.

Art. 2. In artikel 6, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in punt a) worden de woorden “of in het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland” ingevoegd tussen de woorden “of in Zwitserland” en het woord “, of”;

2° in punt b) worden de woorden “of in het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland” ingevoegd tussen de woorden “of in Zwitserland” en de woorden “gevestigd is, voor zover”.

Art. 3. Artikel 10 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 21 juni 2018, wordt vervangen als volgt:

“Art. 10. § 1. De toestellen zijn onderworpen aan eerste ijk, herijk en technische controle waarvan de proeven overeenkomstig het modelgoedkeuringsdossier worden uitgevoerd door een daartoe erkend organisme of door de Waalse wettelijke Metrologie.

§ 2. Om erkend te worden moeten de keuringsinstellingen:

1° op basis van de Europese normen EN 17025 en EN ISO/IEC 17020, geaccrediteerd worden als keuringsinstellingen van type A door een accreditatieorganisme overeenkomstig de eisen EN 17020, type A, binnen het Belgische accreditatiesysteem of volgens een gelijkwaardige accreditatie in een andere lidstaat van de Europese Unie of in een EVA-land dat partij is bij de Europese Economische Ruimte of in Turkije of in Zwitserland of in het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland;

2° zorgen voor de naleving van de eisen bepaald onder titel IIbis van het koninklijk besluit van 20 december 1972 houdende gedeeltelijke inwerkingtreding van de wet van 16 juni 1970 betreffende de meeteenheden, meetstandaarden en meettoestellen, en tot vaststelling van de toepassingsmodaliteiten van hoofdstuk II van deze wet, over de meettoestellen.

§ 3. De keuringsinstelling of de Waalse Wettelijke Metrologie kan proefverslagen gebruiken en interpreteren die zijn opgesteld door:

1° een accreditatieorganisme overeenkomstig de eisen EN 17025 binnen het Belgische accreditatiesysteem of volgens een gelijkwaardige accreditatie om deze proeven uit te voeren in een andere Lidstaat van de Europese Unie of in een EVA-land dat partij is bij de Europese Economische Ruimte of in Turkije of in Zwitserland of in het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland, of;

2° de nationale autoriteit voor wettelijke metrologie in een andere Lidstaat van de Europese Unie of in een EVA-land dat partij is bij de Europese Economische Ruimte of in Turkije of in Zwitserland of in het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland, voor zover de testprocedures gelijkwaardig zijn aan die van het organisme voorzien in punt 1°.

§ 4. Volgens de eisen bepaald in dit artikel verleent de Waalse wettelijke Metrologie een erkenningscertificaat aan de keuringsinstelling voor de uitvoering van de eerste ijk en de herijk en de technische controle.

Voor de meettoestellen brengen de erkende keuringsinstellingen of de Waalse wettelijke Metrologie na afloop van de herijkverrichting de aanvaardingsmerken, de afkeuringsmerken, en de verzegelingsmerken aan zoals bepaald in de artikelen 34bis9, 34bis16, 34bis17 en 34bis18 van het koninklijk besluit van 20 december 1972 houdende gedeeltelijke inwerkingtreding van de wet van 16 juni 1970 betreffende de meeteenheden, meetstandaarden en meettoestellen, en tot vaststelling van de toepassingsmodaliteiten van hoofdstuk II van deze wet, over de meettoestellen.

Het erkenningscertificaat voorziet in de termijn voor de overdracht van de resultaten van de herijk naar de Waalse wettelijke Metrologie alsook in de door de erkende keuringsinstelling te gebruiken verzegelingsmerken.

Wanneer de erkende keuringsinstelling de overeenkomstig dit artikel genomen bepalingen niet naleeft, kan de Waalse Minister de erkenning geheel of gedeeltelijk opschorten of intrekken nadat de erkende keuringsinstelling in staat is gesteld om zijn opmerkingen te maken.”.

Art. 4. De Minister bevoegd voor Verkeersveiligheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 25 mei 2022.

Voor de Regering:

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE